



MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

-----

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET  
SOCIALES  
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2005

-----  
SANTÉ-ENVIRONNEMENT  
-----

## PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

----

<u>Commune(s) :</u>	<b>Blaslay</b>
<u>Captage(s) :</u>	<b>«Le Verger St Martin »</b>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	<b>SIAEP de VENDEUVRE</b>

### SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

-----

Avis de l'Hydrogéologue agréé :      Novembre 1995

Arrêté de DUP :                              **20/11/1997**

Inscription aux Hypothèques :          15/01/1998

-----

Pièces jointes à ce document :            ➤ Cartographie des périmètres de protection  
   ➤ Arrêté de DUP



# Commune de Blaslay

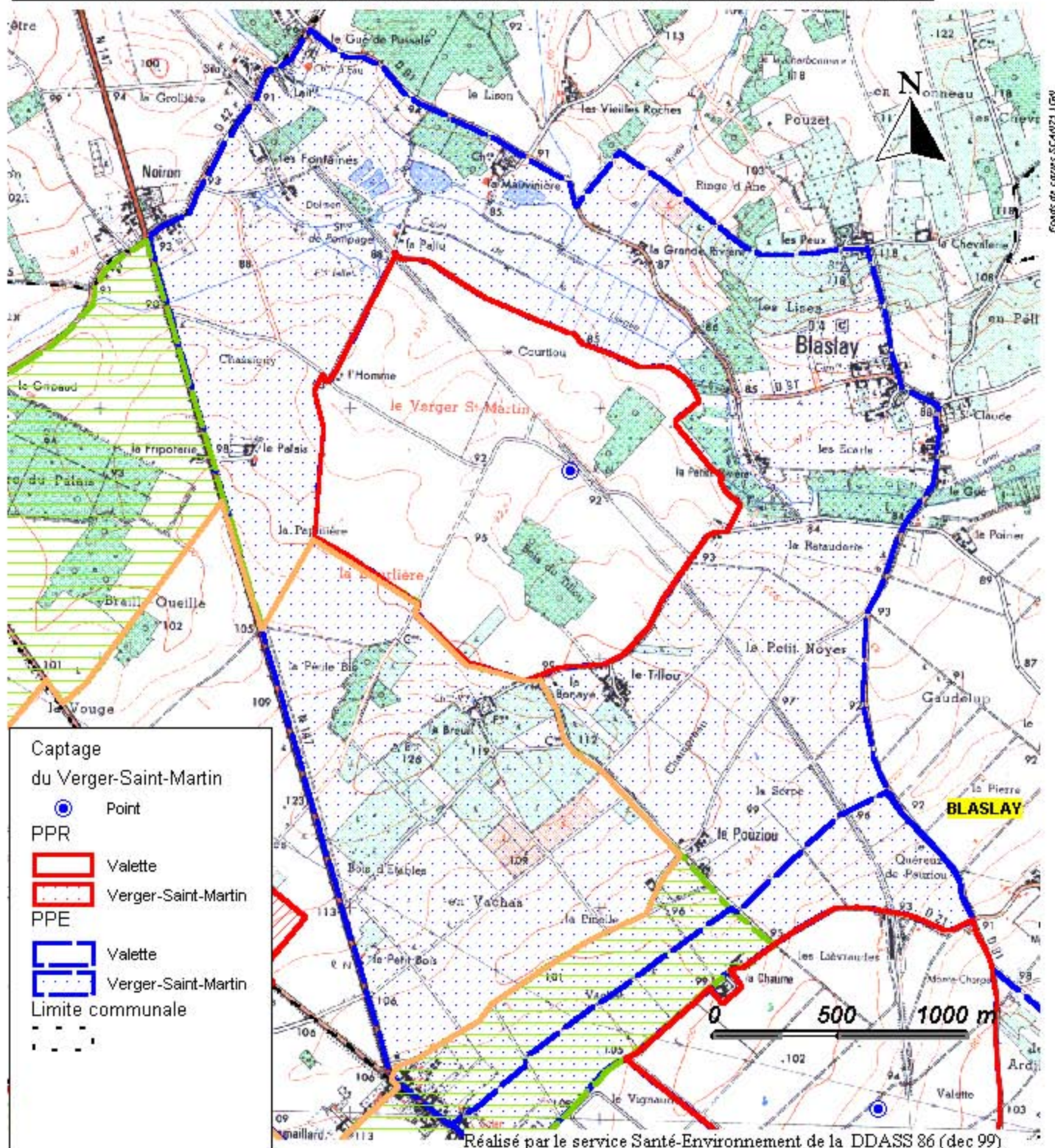
## Périmètres de protection

### du captage du Verger-Saint-Martin

Maître d'ouvrage : SIAEP VENDEUVRE

Gestionnaire : SIVEER

CAPTAGE	HYDROGEOLOGI	DUP	CDH	HYPOTHEQUE
LE VERGER ST MARTIN - FC	15/11/1995	20/11/1997	25/09/1997	15/01/1998



**PREFECTURE DE LA REGION  
POITOU-CHARENTES  
PREFECTURE DE LA VIENNE**

**ARRETE N° 97-D2/B3-279**

**en date du 20 NOV. 1997**

Direction Départementale de l'Agriculture  
et de la Forêt

**portant déclaration d'utilité publique de travaux  
projetés par le Syndicat Intercommunal  
d'Alimentation en Eau Potable de VENDEUVRE en  
vue de l'exploitation des ressources en eau destinées  
à la consommation humaine du forage de "Verger  
Saint-Martin" commune de BLASLAY (dérivation  
des eaux souterraines, protection du forage et  
distribution des eaux).**

**LE PREFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES  
PREFET DE LA VIENNE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;

VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eau souterraine ;

VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L 20 et L 20-1 ;

VU la loi n° 1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 Décembre 1964 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment son article 16, et l'arrêté du 10 Juillet 1989 relatif à la définition des procédures ;

VU le décret 92-1041 du 24 Septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret 93-742 du 29 Mars 1993 relatif aux procédure d'autorisation ou de déclaration,

VU le décret 93-743 du 29 Mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration notamment l'article 2 ;

.../...

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
*Liberté Égalité Fraternité*



VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14/10/1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du Comité du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.) de VENDEUVRE en date du 27 mars 1996 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit "Le Verger Saint-Martin" (commune de BLASLAY) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage ;

VU l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé de novembre 1995 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 25 Septembre 1997 ;

VU l'avis favorable du Directeur Départemental des Actions Sanitaires et Sociales,

VU l'avis favorable du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu en application de l'arrêté préfectoral du 11 Février 1997 ;

VU l'avis du Commissaire-enquêteur,

VU l'accord du Président du S.I.A.E.P. de VENDEUVRE-du-POITOU, en date du 3 Novembre 1997, sur le projet d'arrêté ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P. de VENDEUVRE, consistant en :

- le forage du "Verger Saint-Martin", commune de BLASLAY
- la création de périmètres de protection de ce forage et l'institution des servitudes afférentes,
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

### **SECTION I - DERIVATION DES EAUX.**

**ARTICLE 2** - Le S.I.A.E.P. de VENDEUVRE est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le forage exécuté sur le territoire de la commune de BLASLAY.

**ARTICLE 3** - Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder 150 m<sup>3</sup>/heure (20/24 heures), soit 3.000 m<sup>3</sup>/j.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le PREFET sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

.../...

**ARTICLE 4** - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

**ARTICLE 5** - Conformément à l'engagement pris par le Comité syndical dans sa séance, le Syndicat devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

## **SECTION II - PERIMETRES DE PROTECTION**

**Article 6** - Il est établi autour de l'ouvrage de captage trois périmètres de protection dans les limites indiquées par le géologue et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

### **PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION**

#### **6.1 - Périmètre de protection immédiate ( 4200 m2)**

Il concerne la parcelle n° 19 de la section ZV de la commune de BLASLAY.

Les terrains sont acquis en toute propriété par le Syndicat, clos, protégés contre les eaux extérieures. L'espace enclos devra être aplani et maintenu hors d'eau en toute saison.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion des points d'eau y seront interdits.

#### **6.2 - Périmètre de protection rapprochée**

Il couvre une superficie de 188,3 ha environ. Il comprendra :

#### **- sur la Commune de BLASLAY**

##### **Section ZP :**

- Le Courtiou : parcelles n°s 1 à 21
- La Bordrie : parcelles 22, 23, 41 et 42
- L'Homme : parcelles 30 à 32, 34 à 40, 43 à 45
- Le Verger Saint-Martin : parcelles 25 à 29.

##### **Section ZT :**

- Bourlière : parcelles 7 (en partie), 8 à 17, 19, 20, 22 à 31.

##### **Section ZV**

- Entre le Tillou et le Verger : 1 à 36, 79, 83, 84, 90 à 92, 96.

**Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées dans ce périmètre.**

Du fait de la nature captive de l'aquifère exploité, toutes les activités sont soumises à la réglementation générale en vigueur.

.../...

Des prescriptions particulières ont été définies concernant la rubrique n° 1 du tableau, relatives à la réalisation de forages ou de puits. Cette réglementation est la suivante :

- les forages dans l'aquifère libre de l'OXFORDIEN SUPERIEUR seront réglementés. Les installations ou ouvrages permettant un prélèvement dans les eaux souterraines seront soumis à autorisation si la capacité de prélèvement dépasse ou égale 8 m<sup>3</sup>/h. et à déclaration dans les autres cas, en application de la rubrique 4.3.0 du décret nomenclature n° 93-143 du 29 Mars 1993 et de l'arrêté préfectoral du 12 Mai 1995 définissant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux.

Cette disposition s'applique aux ouvrages nouveaux et aux ouvrages existants dont les capacités de prélèvement seraient accrues.

Les ouvrages envisagés devront s'arrêter au toit des formations de l'OXFORDIEN MOYEN INFRIEUR.

- Les forages dans les aquifères captifs du CALLOVIEN - BAJOCIEN - BATHONIEN et de l'INFRATOARICIEN sont interdits. Seule la collectivité pourra, dans le cadre de campagne de recherche en eau complémentaire, réaliser des ouvrages de reconnaissance susceptibles d'être transformées en points de production d'eau potable.

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique, etc..., devront prescrire toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

### **6.3 - Dérogations aux interdictions**

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral après avis de l'hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

### **6.4 - Périmètre de protection éloignée (Surface 685,3 ha environ)**

La réglementation générale s'appliquera sur ce périmètre avec le souci de la protection de la ressource. Les différentes autorisations administratives devront se fonder sur un avis géologique et prescrire toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des eaux.

**ARTICLE 7** - Le Président du S.I.A.E.P. de VENDEUVRE est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

.../...

## **ARTICLE 8 - SANCTIONS**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 Décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc..)

**ARTICLE 9** - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapproché du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du Syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

## **SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX**

**Article 10** : Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié.

Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

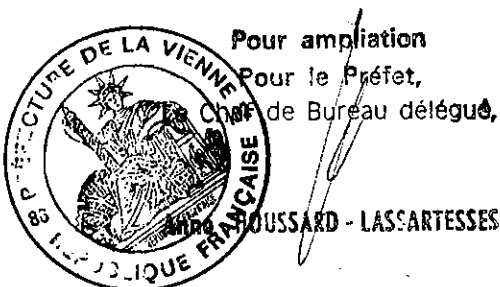
Elle devra notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

## **SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 11** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Maire de BLASLAY, le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de VENDEUVRE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Equipeement, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Etablissements Classés, le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le S.I.V.E.E.R. (Syndicat des Eaux de la Vienne), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Poitiers, le 20 NOV. 1997



**Pour le Préfet,**  
Le Secrétaire Général de la Préfecture  
de la Vienne

**Janine CHASSAGNE**

COMMUNE : BLASLAY  
SYNDICAT : SIAEP de VENDEUVRE de POILLOU

POINT D'EAU: Verger Saint Martin  
DATE: Novembre 1995

# PERIMETRES DE PROTECTION

## TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Règlementation spécifique (1)	Règlementation générale (2)	Règlementation spécifique (1)	Règlementation générale (2)
1	La création de forage ou de puits		X			X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières			X		X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations			X		X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes			X		X
5	L'installation de déchets d'ordures ménagères, d'immondices, de déchets, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux			X		X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ponts d'eau			X		X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ou elles soient brutes ou épurées			X		X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux			X		X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux			X		X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11			X		X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures			X		X
12	Le stockage de matières fermentisables destinées à l'alimentation du bétail			X		X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestiques			X		X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15			X		X
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire			X		X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
20	Le déboisement			X		X
21	La création d'étangs			X		X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes			X		X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X		X
24						

(1) Règlementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Règlementation générale existante ou future (POS, RSD, ...)